



1. Préambule et définitions générales

Le présent document est réalisé dans le cadre de l'activité de Marion entreprend des trucs domiciliée au 59, rue de Ponthieu, Bureau 326, 75008 Paris, immatriculée au 949 659 528 00010

Les présentes conditions générales de vente et d'utilisation sont uniquement disponibles en français, pour consultation et interprétation. Les offres proposées ne peuvent être consultées qu'en français, par les clients et les utilisateurs. En cas d'achat ou de vente à dimension internationale, intégrant donc un élément d'extranéité dans la personne du cocontractant, les dispositions du droit français demeureront applicables.

Toute commande de services implique, de la part du Client, l'acceptation des présentes Conditions Générales.

Le Client peut demander à la Prestataire une copie datée, imprimée ou numérique, des conditions générales de vente souscrites à la date de la Commande ou de la Réservation.

Voici quelques définitions de notions utilisées dans le cadre de cette activité :

Utilisateur : toute personne qui utilise le site internet, pour le consulter, ou naviguer dessus.

Cliente / Clientèle / Client : toute personne qui fait appel aux services de la Prestataire.

Prestation : services de coachings effectués par Marion entreprend des trucs et ses collaboratrices

Prestataire : désigne Marion entreprend des trucs et son équipe en sa qualité de professionnelles.

Coaching : prestation de service de coaching individuel ou collectif de la société prestataire.

Coach : dénomination de la Coach lors d'une réalisation de séance de coaching.

Client consommateur : toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole ;

Client non-professionnel : toute personne morale qui n'agit pas à des fins professionnelles ;

Client professionnel : toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, y compris lorsqu'elle agit au nom ou pour le compte d'un autre professionnel ;

Bien comportant des éléments numériques : tout bien meuble corporel qui intègre un contenu numérique ou un service numérique ou qui est interconnecté avec un tel contenu ou un tel service, de manière telle que l'absence de ce contenu numérique ou de ce service numérique empêcherait le bien de remplir ses fonctions ;

Contenu numérique : des données produites et fournies sous forme numérique ;



Service numérique : un service permettant au consommateur de créer, de traiter ou de stocker des données sous forme numérique ou d'y accéder, ou un service permettant le partage ou toute autre interaction avec des données sous forme numérique qui sont téléversées ou créées par le consommateur ou d'autres utilisateurs de ce service ;

Support durable : tout instrument permettant au consommateur ou au professionnel de stocker des informations qui lui sont adressées personnellement afin de pouvoir s'y reporter ultérieurement pendant un laps de temps adapté aux fins auxquelles les informations sont destinées et qui permet la reproduction à l'identique des informations stockées ;

Fonctionnalité : la capacité d'un bien, d'un contenu numérique ou d'un service numérique à remplir ses fonctions eu égard à sa finalité ;

Compatibilité : la capacité d'un bien, d'un contenu numérique ou d'un service numérique à fonctionner avec du matériel informatique ou des logiciels, avec lesquels des biens, des contenus numériques ou des services numériques de même type sont normalement utilisés, sans qu'il soit nécessaire de convertir lesdits biens, matériels, logiciels, contenus numériques ou services numériques ;

Durabilité : la capacité d'un bien à maintenir les fonctions et performances requises dans le cadre d'un usage normal ;

Données à caractère personnel : les données à caractère personnel telles que définies à l'article 4, point 1, du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Pour pouvoir accéder aux services gratuits et payants de la Prestataire, il faut avoir la pleine capacité juridique : être une personne physique ou représenter une personne morale, majeure (+ de 18 ans) au moment de la signature du contrat et ne pas être frappée d'une incapacité totale ou partielle.

Le client atteste, par la présence, disposer d'un équipement électronique adéquat pour utiliser les services de la Prestataire, à savoir : un ordinateur, une souris, une caméra, un microphone, des écouteurs, une connexion internet à haut débit, une application performante telle que Google Chrome, un compte bancaire actif, un téléphone et un compte Instagram.

Pour modifier ou mettre à jour son espace client ou des données sensibles, la Prestataire peut être amenée à demander une confirmation d'identité, sous la forme la plus appropriée.

Si un manquement aux éléments de capacité ou concernant les prérequis est observé, la cliente ou l'utilisateur se verra retirer les accès le temps de la régularisation. Il est donc primordial que la cliente ou l'utilisateur remplisse avec attention les champs concernant ses données personnelles.



2. Les prestations d'audit

Les conditions générales de vente décrites ci-après détaillent les droits et obligations de la Prestataire Marion entreprend des trucs Marion entreprend des trucs et de sa Cliente.

En cas de réalisation d'une prestation d'audit, les dispositions particulières prévalent sur les conditions générales de vente.

La Prestataire propose des audits de comptes Instagram, adaptés à la Clientèle, afin de lui offrir une analyse et lui proposer des améliorations.

Pour cela, 2 types de prestations sont proposés :

- Un diaporama de 80 pages avec l'analyse du compte Instagram
- Un accompagnement d'1h30 en visio-conférence

Les conditions générales de vente peuvent également être fournies sous support durable, au client.

Ce présent document vaut contrat et lie la Clientèle à la Prestataire.

3. La nature des obligations

Pour la Prestataire

La Prestataire est soumise à une obligation de moyens dans le cadre de la réalisation de sa prestation, conformément au droit commun des contrats. La Prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour se rapprocher des besoins et des attentes du Client.

La Prestataire respecte son obligation de conformité, concernant les produits numériques délivrés. Tous les produits commercialisés sont réputés conformes et sans vices cachés. Au sens des articles L 217-4 et suivants du Code de la Consommation, 1641 et suivants du Code Civil, chaque produit vendu doit être conforme à sa description, et exempt de tout vice caché.

Le Client consommateur ou non-professionnel dispose d'un délai de vingt-quatre mois pour faire valoir ses droits concernant un problème de conformité du produit délivré.

Pour faire appliquer la garantie légale de conformité ou de vices cachés, il faut prouver que :



CGV de l'audit

- On ne peut pas utiliser le produit normalement, comme un produit similaire
- Cela ne correspond pas à la description donnée par le client, même s'il fonctionne parfaitement
- Les prétendues qualités du produit sont inexistantes
- Il y a un défaut de fabrication, imperfection, mauvais assemblage
- Il y a une installation mal faite, rendant le produit inutilisable

Cette garantie n'est pas applicable dans les cas où :

- Le contrat de vente a été conclu avec un Client professionnel
- La demande a lieu 30 mois après l'achat ou la commande sur le site internet
- Le défaut ou le problème était déjà connu au moment de l'achat
- Le fameux défaut ne pouvait pas être ignoré à la date d'achat
- Le défaut est provoqué par la mauvaise utilisation de l'utilisateur, par exemple

La Prestataire informera le Client en cas de mise à jour, dont celles de sécurité, et indiquera au Client la durée de ces dernières, sans frais, de manière lisible et compréhensible sur un support durable accompagnant la vente.

Le Client sera également informé sur les impacts des mises à jours et modifications du logiciel sur l'espace de stockage disponible et la disponibilité de la mémoire vive, durant toute la durée de garantie légale de conformité.

Pour le client

Le client s'engage à dialoguer avec intelligence, à fournir un détail précis de ses attentes afin d'orienter au mieux la Prestataire dans la réalisation de ses missions. Le client s'engage à verser la somme due au titre des séances de coaching, précisée à l'article III.

Le client s'engage à ne pas communiquer les codes d'accès aux programmes et services de la Prestataire, sous peine de suspension et de révocation de ses droits d'accès, et de versement de dommages et intérêts.

Toute souscription à une formule ou une offre professionnelle avec la Prestataire entraîne la conclusion d'un engagement intuitu personae. Il s'agit d'une disposition essentielle, prévoyant ce qui suit :

- Il est interdit au Client de céder ou transférer son engagement contractuel, de quelque manière, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.
- Il est interdit de céder ou transférer ce contrat sous forme de cession de fonds de commerce, de changement de contrôle, de mise en location gérance de fonds de commerce ou de cession de titres ou d'apport en société de l'entreprise, même exploitée par une des Parties.
- Il est interdit de céder ou transférer ce contrat, en cas de changement de contrôle d'entreprise, et dans les cas de figure prévus à l'article L233-3 du Code de Commerce.



CGV de l'audit

Toute modification relative à cette clause doit faire l'objet d'un accord exprès, conclu au préalable et écrit, de l'autre partie au contrat. Toute violation de cette clause pourra entraîner la résiliation immédiate, de plein droit, sans délai et sans mise en demeure préalable, du présent engagement contractuel, aux torts exclusifs de la partie à l'origine de la violation de cette clause.

Le Client est réputé se porter fort pour tous ses sous-traitants, salariés, agents, préposés et Apprenants qui pourraient faire usage ou avoir accès aux services de la Prestataire, dans le cadre de cet engagement contractuel.

4. Les tarifs applicables

Toute commande implique l'acceptation des présentes conditions générales de vente. La validation du paiement fait office d'acceptation et déclenche la mise en œuvre de la prestation. Le paiement en ligne vaut signature électronique, conformément à l'article 1367 du Code civil, et engage le client de manière ferme et définitive.

La gamme tarifaire prévue est la suivante :

- Offre / Prix / TTC / HT

Les paiements s'effectuent en ligne par carte bancaire via la plateforme sécurisée Stripe, intégrée au site internet de la Prestataire (hébergé sur Systeme.io). Aucun autre moyen de paiement n'est accepté.

La Prestataire est redevable de la TVA en vertu des **articles 151 et 293 B** du Code Général des Impôts. La Prestataire s'accorde le droit de modifier ses tarifs à tout moment.

La place du client est bookée dès lors que le paiement a été effectué.

Toutefois, elle s'engage à facturer les services réservés aux prix indiqués lors de la validation de la demande auprès de la Prestataire. Le cas échéant, le prix applicable pour une demande de prestation sera le prix en vigueur dans ces présentes conditions générales de vente.

Les tarifs proposés dans le cadre de réductions et les promotions accordées sont définis ou accordés par la Prestataire dans un délai déterminé. Aucun escompte ni acompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé.

La somme correspondant au montant dû pour l'audit est exigible à la date de la demande.

Les impayés entraînent immédiatement la suspension aux accès des services et programmes de la Prestataire pour le client en cause. Les frais de rejet seront supportés intégralement par la cliente. Le compte de connexion peut être également suspendu ou supprimé.



Les pénalités de retard sont égales au taux d'intérêt légal en vigueur. Les indemnités de recouvrement s'élèvent à 40€ HT.

5. Modalités de réservation et de commande

L'accès aux prestations d'audit se réalise par le biais d'une demande émanant du client, par le biais suivant :

- Site internet

La Prestataire étudie les demandes et se réserve le droit de refuser une collaboration si les problématiques rencontrées ne sont pas compatibles avec ses missions.

Avant de procéder à un achat ou une commande, le client est tenu de s'assurer que le produit ou le service souscrit correspond pleinement à sa demande. S'il constate une irrégularité, il doit le supprimer, le modifier, ou procéder à son annulation avant la commande. Toute commande est un acte ferme et définitif, et vaut engagement contractuel. Au moment de passer commande :

Le client devra confirmer les éléments présents sur la page de vente.

Il devra procéder à la validation pour atteindre la page de paiement, en ayant, au préalable, consulté et validé les conditions générales de vente.

Le paiement s'effectue en ligne par carte bancaire via Stripe, une plateforme de paiement sécurisée utilisant le protocole 3D Secure.

Après validation du paiement, le client reçoit un email contenant le lien de la visioconférence ainsi que toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la prestation. La complétion du formulaire d'onboarding est obligatoire et conditionne la bonne exécution de la prestation. En l'absence de réponse, la Prestataire se réserve le droit de reporter ou annuler la prestation.

À l'issue de la restitution en visio, un email lui sera envoyé avec le lien de téléchargement du replay (disponible pendant 7 jours) ainsi que le diaporama personnalisé de l'audit.

Le replay est strictement personnel et confidentiel. Toute diffusion, partage ou reproduction à des tiers est formellement interdite, sous peine de poursuites.



6. Annulation et rétractation

En cas de demande de rétractation

Uniquement pour les clients consommateurs ou non-professionnels, sur la base de l'article préliminaire du Code de la Consommation.

En validant sa commande, le client reconnaît que la prestation démarre immédiatement après paiement, et renonce expressément à son droit de rétractation, conformément à l'article L221-28 du Code de la consommation.

La renonciation expresse du droit de rétractation s'applique pour une délivrance des services avant le délai de 14 jours, conformément au Code de la consommation pris en ces termes "Le droit de rétractation ne peut être exercé pour les contrats : 1° De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation".

Le droit de rétractation n'est pas applicable pour les produits digitaux immédiatement descellés après leurs envois, conformément au Code de la consommation.

Le client ne peut pas annuler sa commande une fois le paiement validé. Aucune demande de remboursement ne sera acceptée.

7. Limitation de responsabilité

En cas de force majeure ou à la suite d'un événement fortuit, la Prestataire ne saurait être tenue pour responsable à l'égard du client. Ces derniers seront informés, par tout moyen, des suites de ces événements. La force majeure, en vertu de **l'article 1218 du Code Civil**, est un événement extérieur, imprévisible et irrésistible.

La responsabilité de la Prestataire ne saurait être engagée en cas de force majeure, ou de faute lourde ou intentionnelle du Client dans le cadre de la réalisation de cette prestation.



8. Le traitement des données personnelles

La Prestataire s'engage à traiter les données personnelles de la clientèle ou de l'Utilisateur à des fins professionnelles et pour ses missions prévues dans le contrat.

Le client ou l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données, ou de limitation du traitement, conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018). Toute réclamation à ce sujet doit être portée, de préférence, directement auprès de la Prestataire, afin de trouver une solution adaptée.

En cas de différend, le client ou l'utilisateur peut librement le signaler à la CNIL, avec les informations légales en sa possession sur l'identité de la Prestataire ; au Préambule des présentes conditions générales de vente.

La durée de conservation et d'utilisation des données personnelles ne pourra pas excéder 3 ans, à compter de la fin de la mission contractuelle.

Les données sont traitées hors Union européenne, via les outils suivants : Quaderno et Systeme.io

Les données traitées pour la mission sont les :

- Nom
- Prénom
- Adresse mail
- Numéro de téléphone
- Adresse postale
- Coordonnées de l'entreprise pour les professionnels
- Coordonnées de facturation

- Toutes autres informations fournies par l'Utilisateur et nécessaires au bon déroulement de la prestation

9. La propriété intellectuelle

Il est interdit au client, y compris s'il exerce une activité de conseil, de formation ou de coaching, d'utiliser les supports reçus (audit, diaporama, replay, etc.) comme base de travail, d'inspiration ou de duplication pour des prestations similaires, sous peine de poursuites pour concurrence déloyale.



CGV de l'audit

Les éléments fournis par la Prestataire dans le cadre de ses missions restent de l'ordre de sa propriété intellectuelle. Tous droits de reproduction, modification et de diffusion sont réservés.

La reproduction, partielle ou totale, des supports mis à la disposition des clients ne peut être effectuée sans l'accord exprès de la Prestataire.

Chaque support (papier, numérique, électronique, oral...) reste sous la propriété intellectuelle et le droit d'auteur de la Prestataire. Cela concerne également les fiches synthèses et de travail donnés au client par la Prestataire.

Le client s'engage à ne pas utiliser, transmettre ou reproduire tout ou partie de ces documents en vue de l'organisation ou de l'animation de séances de coaching.

Il est strictement interdit au client de procéder au don ou à la revente des supports écrits, oraux ou vidéos délivrés par la Prestataire, sous peine de poursuites judiciaires.

10. Discrétion professionnelle

La Prestataire s'engage à une politique stricte de confidentialité, et ne pourra divulguer aucune information donnée à l'occasion de la réalisation de ses missions, et à la fin du présent contrat sans l'accord du client.

Le client s'engage également à respecter une stricte politique de confidentialité dans le cadre de ce contrat, et ne pourra fournir d'informations à caractère privé concernant la Prestataire.

En cas de différend, les parties restent tenues par cette obligation de confidentialité et de discrétion, et violent le présent contrat s'ils ont un discours public de nature à porter préjudice à l'autre partie en cause.

11. Satisfaction de la clientèle

Sauf mention contraire écrite de la part du client, tout avis ou retour envoyé à la Prestataire pourra être utilisé à des fins promotionnelles ou de communication (ex : capture de témoignages, extraits anonymisés...).

Afin d'améliorer les services proposés, la Prestataire se réserve le droit d'utiliser un retour statistique de ses prestations à des fins professionnelles (sur ses supports de communication, pour rendre un rapport d'analyse commercial de ses pratiques...).



CGV de l'audit

La Prestataire peut revenir vers le client après une prestation pour lui proposer de remplir un questionnaire de satisfaction client, qui sera utilisé uniquement à des fins professionnelles, et dans le respect de la politique de protection des données personnelles de ce présent document.

12. Litige

Le droit applicable dans le cadre de ce contrat de prestation de services est le droit français. Les parties reconnaissent que les clauses de ces conditions générales de vente sont indépendantes les unes des autres.

Toute réclamation par le client doit être adressée à la Prestataire par écrit. La Prestataire dispose de deux semaines pour effectuer un retour par écrit.

La résolution unilatérale du contrat doit impérativement être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, avec un délai de préavis d'un mois. Les sommes correspondantes aux séances déjà exécutées ne seront pas rendues à la cliente, et une pénalité de 10% s'ajoute au montant total de la prestation.

Le client particulier peut saisir gratuitement le centre de médiation compétent pour traiter les litiges relevant de la responsabilité du médiateur CM2C, 49 Rue de Ponthieu, 75008 Paris, <https://www.cm2c.net>

Si aucune solution proposée ne convient à la clientèle professionnelle et à la Prestataire, elles devront saisir la voie de l'amiable avant toute procédure judiciaire.

Dans le cadre d'un litige, et en l'absence de solution amiable, le Tribunal compétent est celui de la Prestataire, à Paris.

Les enregistrements informatiques conservés dans les systèmes informatiques de la Prestataire seront considérés comme les preuves des communications, des commandes et des paiements intervenus entre les parties. Ces enregistrements ont force probante au même titre qu'un document écrit signé.

13. Maintenance et liens hypertextes

Les liens hypertextes présents sur le site internet sont susceptibles de renvoyer vers des sites, contenus ou documents tiers. En aucune façon, les liens hypertextes (par leur contenu ou leur créateur) ne peuvent engager la responsabilité de la Prestataire.



CGV de l'audit

Le site internet est disponible de manière illimitée, 24h/24. Pour des raisons de mise à jour informatiques ou de problématiques internes, il est possible qu'il soit indisponible, pour une période donnée.

Dans ce cas, la Prestataire s'engage à mettre en œuvre des actions pour rétablir son bon fonctionnement. Elle n'est toutefois pas tenue pour responsable si les liens, accès et espaces demeurent inaccessibles. En ce sens, aucune indemnité ni compensation financière ne sera reversée par la Prestataire ou ses sous-traitants.

Date de la dernière mise à jour : 30.07.25